

— **Le malthusianisme.** Il est particulièrement ressenti au niveau de l'enseignement supérieur : le nombre de diplômés en science en 1966 est à peine de la moitié de celui prévu par le plan. La bourgeoisie risque de manquer des cadres techniques nécessaires (est compris dans cette nécessité le volant du chômage qui permet de peser sur les salaires).

— **L'anarchie.** Le système capitaliste est dans son essence anarchique, encore faut-il que cette anarchie profite à la bourgeoisie. Or, la répartition disparate des jeunes sur le marché du travail provoque des incohérences : trop de secrétaires ou de licenciés es-lettres, ce qui ne préoccupe pas outre mesure le patronat, mais cette abondance a son revers dans certains secteurs techniques ou scientifiques où il y a pénurie de main-d'œuvre, donc pas de possibilité de peser sur les salaires. Ce n'est pas le fait qu'il y ait trop de jeunes sans débouchés qui inquiète la bourgeoisie, mais le fait qu'il n'y en ait pas assez dans d'autres secteurs, ce qui empêche un « bon » marché du travail : des chômeurs suffisamment bien répartis dans **toutes** les branches.

Cette abondance va de pair avec une inadaptation croissante : l'enseignement prépare de moins en moins bien à la profession future. L'école n'a suivi que de très loin les modifications techniques qui ont bouleversé la société, ce qui fait par exemple que l'on forme des couturières ou des relieurs au lieu de performateurs.

Tout le monde ressent à un degré ou à un autre les différents aspects de cette crise de l'enseignement. La bourgeoisie a entrepris d'y remédier, non par bonté d'âme envers les enseignants et les enseignés, mais parce qu'elle y est socialement et économiquement obligée.

Dans une société de classe, la réforme de l'enseignement est une réforme de classe.

Dans une société capitaliste, la réforme de l'enseignement est une réforme capitaliste.

B. — COMMENT LA BOURGEOISIE TENTE DE RESOUDRE LA CRISE

Les penseurs de la bourgeoisie ont saisi depuis quelques temps le sens de cette crise de l'enseignement et tentent de la surmonter. Le plan Fouchet en était le premier exemple. De toutes façons, ces tentatives de réformes ne peuvent avoir de figures fixes, précises, parce qu'elles sont la réponse **contradictoire** à une situation **contradictoire**.

Cependant, si elles n'ont pas une cohérence profonde, si elles n'apportent pas de solutions véritables aux problèmes de l'enseignement, elles manifestent des caractéristiques essentielles, des lignes de force présentes derrière chaque projet de réforme, aussi modeste et partiel soit-il :

On ne doit pas considérer chaque réforme en soi, mais par rapport aux principes qui la guident.

1. — LA RENTABILITE FINANCIERE

Des projets ont déjà été avancés dans ce sens en ce qui concerne l'enseignement supérieur. Citons le rapport Montjoie-Ortoli : « Décentraliser davantage la responsabilité sur les plans pédagogique, financier et administratif permettrait d'accroître fortement l'efficacité du système. » Cette rentabilisation financière pourrait prendre différentes formes : capiteaux privés qui financeraient les universités, augmentation des droits d'inscription qui tendent à faire payer par l'usager une partie du coût de formation, économie opérée par le recrutement de personnel non titulaire, contrats de recherche, etc.

Dans l'enseignement secondaire des tentatives moins voyantes se font jour : augmentation des prix de pensions et de demi-pensions ; on peut remarquer également la multiplicité de petits frais autrefois couverts par l'Etat qui sont assumés maintenant par les élèves ou les familles : bibliothèques, frais admi-